



08-T167-042

Motion - Financement de la gestion des déchets par les communes

Contexte

En 2006, le Grand Conseil avait adopté une version révisée de la Loi sur la gestion des déchets tout en refusant un projet d'article sur les taxes communales proposé par sa commission. Dans le texte de loi ainsi adopté, l'article sur les taxes communales renvoie simplement au droit fédéral, laissant aux communes toute latitude pour interpréter ce droit à leur convenance.

Actuellement, la situation en matière de financement de la gestion des déchets est très disparate dans notre canton. Ainsi cohabitent les modes de financement suivants : intégralement par l'impôt, partiellement par l'impôt + par taxe forfaitaire, partiellement par l'impôt + par taxe proportionnelle (taxe au poids ou au sac), par taxe forfaitaire + par taxe proportionnelle.

Partant de l'idée que le financement par l'impôt seulement n'était pas conforme à la législation fédérale, les communes de Lausanne Région ont cherché à mettre en place un mode de financement commun. Le mode proposé et au premier abord approuvé par la majorité des communes de la région était « impôt + taxe forfaitaire », dans une proportion de 1/3, 2/3 environ. Actuellement, cette proposition ne parvient toujours pas à contenter l'ensemble des communes et semble même rencontrer une opposition accrue. Outre le fait qu'elle n'a aucun caractère incitatif au niveau individuel (elle équivaut à un « permis de polluer »), elle frappe de manière indifférenciée les ménages à hauts et bas revenus. Par ailleurs, le défaut d'entente sur ce sujet provoque des tensions entre communes. Ainsi, celles qui font le pas en direction d'un mode de financement respectant l'esprit de la loi fédérale en adoptant une taxe proportionnelle (comme Echallens) sont montrées du doigt en raison du tourisme des déchets qu'elles sont supposées provoquer.

Enfin, les modes de financement s'écartant de ce que prévoit explicitement le droit fédéral, comme le financement par l'impôt seulement, sont toujours à la merci d'un recours devant les tribunaux. Jusqu'ici, il n'y a pas eu de recours attaquant précisément ce mode de financement. On peut tout de même citer ici un extrait des considérants du Tribunal fédéral concernant le « cas Arosa » (voir extrait ci-dessous, passage souligné).

Bref, la situation actuelle n'est pas satisfaisante. Pour éviter d'une part les dissensions entre communes et, d'autre part, pour éviter que l'affaire ne se règle devant les tribunaux plutôt que devant le pouvoir politique, une solution cantonale est souhaitable.

Conclusion

Aussi, par voie de motion, nous demandons au Conseil d'Etat de compléter la Loi sur la gestion des déchets par des dispositions réglant la question du financement de la gestion des déchets par les communes de manière conforme au droit fédéral et visant, dans des délais raisonnables, à une certaine uniformité dans les modes de financement communaux. Sans oublier, bien sûr, l'objectif principal qui est de réduire la quantité de déchets à incinérer, objectif qui implique un ensemble de mesures comprenant information à la population, organisation du ramassage, aménagement de centres de collecte et, bien sûr, mode de financement incitatif.

Pour les Verts

Alexis Bally

10 juin 2008

Extrait de jurisprudence du TF

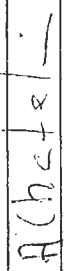


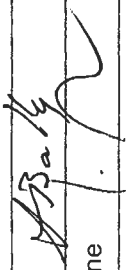






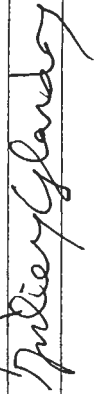

2P.31/2003/sch

Urteil vom 7. Juli 2003


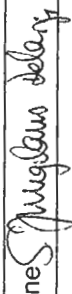



II. Öffentlichrechtliche Abteilung « cas Arosa »

3.1 Die Beschwerdeführerin bringt vor, die bisherige Gebührenregelung des kommunalen Gesetzes über die Abfallbewirtschaftung vom 24. September 1995 entspreche auch nach den jüngsten Revisionen von Bundesverfassung (Art. 74 Abs. 2 BV), eidgenössischem Umweltschutzgesetz (Art. 32a USG) und kantonalem Gesetzesrecht den übergeordneten Vorschriften. Offensichtlich bundesrechtswidrig sei nur eine Gebührenordnung, welche allein "auf eine Gebäudezahl oder einen Wasserfaktor" abstelle oder welche sogar eine völlig unentgeltliche Entsorgung der Siedlungsabfälle gewährleiste.

Liste des députés signataires – état au 29 janvier 2008

Abbet Raphaël	Chapalay Albert	Ducommun Philippe
Aebi Jean-Robert	Chappuis Laurent	Dufour Claude-Eric
Amarelle Cesia	Chatelain André 	Durussel José
Amstein Claudine	Chevalley Christine	Duvoisin Ginette
Ansermet Jacques	Chevalley Edna	Epars Olivier 
Apothéloz Stéphanie	Chollet Jean-Luc	Fardel Claude-André
Aubert Mireille	Chollet Jean-Marc 	Favez Jean-Michel
Baehler Bech Anne	Christen Jérôme	Favrod Pierre-Alain
Ballif Laurent	Ciot Bertrand	Feller Olivier
Bally Alexis 	Cornamusaz Philippe	Ferrari Yves 
Bavaud Sandrine 	Cornaz-Rovelli Valérie 	Fiora-Guttmann Martine
Bernhard Maximilien	Cornut Michel	Freymond Cantone Fabienne
Berseth Verena	Courdesse Régis 	Gaille Pierre-André
Bolay Guy-Philippe	De Preux Patrick	Gaudard Jean-Pierre
Bonjour Eric	Debluè François	Gay Vallotton Michèle
Bonny Dominique-Richard	Décaillet Anne	Gfeller Olivier
Borel Bernard	Décosterd Anne 	Girardet Lucas 
Borloz Frédéric	Delacour André	Giardon Julien 
Bottlang-Pittet Jaqueline	Depoiser Anne-Marie	Glutz Félix
Brélaz François	Deriaz Philippe	Golaz Florence
Buffat Marc-Olivier	Desmeules Michel	Golaz Olivier
Buffat Michaël	Despot Fabienne	Gorrite Nuria
Cachin Jean-François	Devaud Grégory	Grandjean Pierre
Calpini Christa 	Dind Claudine	Grognuz Frédéric
Capt Gloria	Dolivo Jean-Michel	Guignard Jean

Liste des députés signataires – état au 29 janvier 2008

Guignard Pierre	Métraux Béatrice 	Rochat Pierre
Haenni Frédéric	Meyer Roxanne	Rod Armand
Haldy Jacques	Miéville Michel	Rostan Jacqueline
Haury Jacques-André	Modoux Philippe	Roulet Catherine 
Jaquet-Berger Christiane	Monod Alain	Ruey-Ray Elisabeth
Jaquier Rémy	Montangero Stéphane	Saugy Roger
Jufer-Tissot Nicole	Mossi Michele	Savary Marianne
Jungclaus Delarze Suzanne 	Mouquin Michel	Schwaab Jean Christophe
Junod Grégoire	Pache Rémy	Schwaar Valérie
Kaelin Pierre	Papilloud Anne	Schwab Claude
Kappeler Hans Rudolf	Payot François	Silauri Alessandra
Kernen Olivier	Pernoud Pierre-André	Sordet Jean-Marc
Kohli Dominique	Perrin Jacques	Streit Christian
Labouchère Catherine	Pertusio Mario-Charles	Surer Jean-Marie
Mahaim Raphaël 	Peters Lise	Truffer Jean-Jacques
Maillefer Denis-Olivier	Pidoux Jean-Yves 	Uffer Filip
Mange Daniel	Pidoux Pierre-André	Venizelos Vassilis 
Manzini Pascale	Poncet Gabriel	Villa Sylvie
Marendaz André	Randin Philippe	Volet Pierre
Martinet Philippe 	Rapaz Pierre-Yves	Walther Eric 
Mattenberger Nicolas	Reichen Gil	Weber-Jobé Monique
Mayor Olivier 	Renaud Michel	Wehrli Laurent
Maystre Tinetta 	Rey-Marion Ailette	Wyssa Claudine
Melly Serge	Reymond Philippe	Yersin Jean-Robert
Mercier Pierre-Alain	Rochat Nicolas	Zwahlen Pierre